



ROYAL BAKING POWDER

Absolument pur. Remède fait avec la crème de tartre de qualité pure.

Les navires porto-ricains et philippins déclarés américains.

Washington, 11 juillet.—Le Président a fait publier un ordre qui applique aux navires de Porto Rico et des Philippines les privilèges et la protection dus au drapeau américain.

Une grève d'un jour.

New York, 11 juillet.—Les 300 Longshoremen de la Compagnie des Steamships Morgan, qui s'étaient mis en grève, hier, ont repris leurs travaux, aujourd'hui.

L'hon. John Sherman va beaucoup mieux.

Mansfield, Ohio, 11 juillet.—L'hon. John Sherman va mieux; il fait une promenade en voiture, tous les jours. Depuis trois semaines, l'amélioration est constante. Le bruit qui a couru d'une nouvelle attaque qu'il aurait eue, la nuit dernière, est dénué de fondement.

Les recettes des douanes à la Havane.

Washington, 11 juillet.—Le département de la guerre a annoncé aujourd'hui que les recettes des douanes au port de la Havane, pendant le mois de juin, étaient de \$1,012,899. Le total des recettes, pendant les six mois de 1889, est de \$5,146,830. La moyenne pour les six mois est de \$875,810.

Le nouveau Fort Wright.

Washington, 11 juillet.—Le Président a ordonné que le nouveau poste militaire établi près de Spokane prit le nom de Fort Wright en l'honneur du général Geo. Wright qui a été colonel du 9^e d'infanterie et brigadier général de volontaires.

La question des salaires à la American Tin Plate Co.

Chicago, 11 juillet.—Les officiers de la Tin Plate Co. Américaine ont eu une conférence avec les représentants du comité des gages de l'Association Amalgamée. La discussion a duré plusieurs heures. Le résultat, dit-on, est encore incertain. Le principal point est l'introduction d'une nouvelle échelle des salaires.

M. Bryan dans le Colorado.

Victor, Colorado, 11 juillet.—Des délégations de Victor et de Cripple Creek ont escorté aujourd'hui M. W. J. Bryan de Colorado Springs à Victor, où les voyageurs sont arrivés à onze heures du matin.

M. Bryan s'est rendu en voiture à l'hôtel où un comité du parti de la trappe libre de l'argent l'a reçu. Des groupes nombreux avaient accueilli M. Bryan à chaque station, et dix mille personnes l'attendaient à Victor.

Une grande réunion a eu lieu à l'Opera House à trois heures. M. Bryan a pris à cinq heures le train pour Cripple Creek, où il devait prononcer un discours.

Les républicains argentistes, les démocrates et les populistes sont d'accord à Victor.

Réclamation rejetée.

Washington, 11 juillet.—Le secrétaire d'état a envoyé une réponse à la récente lettre dans laquelle M. Jules Cambon, ambassadeur de France, soumettait une demande d'indemnité de \$10,000 faite par Mlle Ivan Favre, à la suite de la saisie du vapeur français Olinde Rodriguez, sur lequel elle voyageait, par le croiseur américain New Orleans durant le blocus de San Juan.

Le secrétaire expose les faits en détail et arrive à la conclusion que le gouvernement n'est pas responsable. Cette réponse semble devoir établir un précédent pour de nombreuses réclamations du même genre.

Le gouvernement américain et les décisions de la conférence de paix.

Washington, 11 juillet.—Les autorités du département d'état attendent d'ici une semaine des rapports complets sur tout ce qui a été fait à la conférence de paix tenue à La Haye. Ces rapports comprendront les textes des traités et des protocoles qui seront soumis à l'acceptation du gouvernement des Etats-Unis.

De temps à autre, l'ambassadeur White a envoyé de courtes dépêches sur les travaux de la conférence, et comme à ces aperçus sont venus s'ajouter les rapports détaillés des journaux, le gouvernement est dès à présent d'avis que les traités et les protocoles sont acceptables. Mais comme ce sont des traités au sens absolu du mot il sera nécessaire de les soumettre au Sénat.

Les secours aux inondés du Texas.

Washington, 11 juillet.—Le bureau de sauvetage a reçu du surintendant Hutchinson, de Galveston, Texas, qui s'est rendu avec des secouristes dans les districts inondés, la dépêche suivante: Avons recueilli 542 personnes. De sept à quinze pieds d'eau sur les plantations de coton et de cannes. Quelques boyés de nombreux sauvetages difficile. Ai une encloupe et un bateau emprunté avec sept hommes pour veiller. Les eaux se retirent.

Rapport discrédité.

Washington, 11 juillet.—Le rapport annonçant un voyage du roi de Belgique à Newport l'est prochain est discrédité dans les cercles officiels de Washington. Aucun avis de ce genre n'a été envoyé par nos fonctionnaires à l'étranger.

Grève des mineurs dans l'Alabama.

Birmingham, Alabama, 11 juillet.—Les ouvriers des mines de charbon de Mill Dale et de la Standard Oil Company, à Brookwood, comté de Tusculoo, se sont mis en grève aujourd'hui. Ils prétendent que ces compagnies ne paient pas les salaires établis à la convention du 1^{er} juillet.

Cinq cents hommes ont quitté le travail. Le produit de ces mines est destiné à l'usage domestique. Leurs propriétaires ne réalisent pas les profits que font les grands propriétaires sur le fer et ne peuvent conséquemment pas payer les mêmes salaires.

Ancune ouverture tendant à un règlement n'a encore été faite.

A Captown.

Washington, 11 juillet.—Le croiseur américain Chicago est arrivé à Captown.

Le Traité de Réciprocité entre les Etats-Unis et la France.

LES NEGOCIATIONS.

Washington, 11 juillet.—Dans les cercles gouvernementaux bien informés l'opinion paraît être que la limite de concessions dans les négociations avec les autorités françaises pour la conclusion d'un traité de réciprocité soit atteinte. Et la conférence d'aujourd'hui ne les a aucunement fait avancer.

Dès le début, la France a concédé le tarif minimum sur tous les articles—la différence entre les tarifs maximum et minimum étant d'environ vingt pour cent.

En retour, M. Kaeson a soumis une liste d'articles sur lesquels nos droits seraient réduits conformément à l'article IV de la loi Dingley, les réductions ne devant pas dépasser, en aucun cas, vingt pour cent.

Mais les concessions offertes par les Américains n'ont pas semblé aussi satisfaisantes à Paris qu'on s'y attendait, et on a pris récemment en considération la possibilité d'étendre la liste des articles.

Quelques autres concessions ont été faites, mais elles n'ont pas été suffisantes pour clore les négociations.

Mais en même temps, il n'est pas encore question de les abandonner, et il est possible qu'un traité soit conclu plus tard.

Départ de l'ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis.

Washington, 11 juillet.—Le docteur Von Holleben, ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis, a fait aujourd'hui sa visite d'adieu au secrétaire Hay.

Il s'embarquera jeudi à New York.

Dans cette dernière ville, le docteur Von Holleben s'entretiendra avec Herr Mumm, le chargé d'affaires d'Allemagne en l'absence de l'ambassadeur.

DERNIERE HEURE.



Le général JAMONT.

Remplacement prochain du commandant en chef de l'armée française.

Paris, France, 11 juillet.—Le Soir annonce que le 15 juillet, au lendemain de la fête nationale, le général Jamont, commandant en chef de l'armée et vice-président du conseil suprême de la guerre, sera remplacé par le général Brugère, nommé la semaine dernière gouverneur militaire de Paris en remplacement du général Zurlinden.

Mort du sénateur Albert Grévy.

Paris, 11 juillet.—Jules Philippe Louis Albert Grévy, sénateur inamovible, ancien gouverneur de l'Algérie, est mort aujourd'hui à l'âge de 70 ans. Il était frère du défunt président de la République Française, Jules Grévy.

La Commission d'Arbitrage pour le Venezuela.

Paris, 12 juillet.—A la séance de la commission d'arbitrage qui a eu lieu aujourd'hui, Sir William Webster, avocat général anglais, a pris la parole en faveur de la Grande-Bretagne.

A la fin de la séance, toute la commission a été photographiée.

Proclamation du Czar Nicolae.

St-Petersbourg, 11 juillet.—Le «Messenger Officiel» publie aujourd'hui un décret impérial annonçant la mort de l'héritier du trône, le 8 juin (ancien style).

«La maladie qui l'a enlevé pouvait se guérir peut-être sous l'influence d'un climat méridional. Dieu l'a voulu autrement. Soumettons-nous, sans murmurer, aux décrets de la Providence. Nous demandons à nos sujets de partager notre douleur et d'adresser au ciel de ferventes prières pour le repos de l'âme de notre bien-aimé frère.

«Jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de nous accorder un fils, le droit de succession, d'après la loi, revient à notre bien-aimé frère, le grand duc Michel Alexandre-vitch.»

NICOLAS.

Des sièges pour les employés.

Londres, 11 juillet.—La Chambre des Lords a voté ce soir en seconde lecture, par 73 voix contre 28, le projet de loi enjoignant aux propriétaires de magasins de fournir des sièges à leurs employés.

Le marquis de Salisbury, président du conseil, et le ministre des affaires étrangères, a parlé et voté contre le projet.

Plaque commémorative.

Bielefeld, Prusse, 11 juillet.—A l'occasion de l'inauguration d'une plaque commémorative du discours prononcé par l'empereur en 1897, discours dans lequel il a promis sa protection au travail national, Guillaume a annoncé par télégraphe son intention d'offrir à la ville de Bielefeld une reproduction de la statue du Grand Electeur destinée à Berlin, en souvenir de sa réception et pour rappeler aux habitants que, comme son grand ancêtre, il possède une volonté inflexible, et que malgré l'opposition il poursuit sans dévier une voie droite reconnue.

LE SHAMROCK.

Londres, 11 juillet.—Sir Thomas Lipton informe ce soir le représentant de la Presse Associée qu'il est absolument faux que le Shamrock ait une voie d'eau. Il dit que le yacht n'est mis en cale sèche que pour le repolissage de sa coque, préalablement à ses courses d'estival avec le Britannia.

Dîner au Club troyennique de Londres.

Londres, 11 juillet.—Le Club Excelsior de Londres a donné ce soir un dîner en l'honneur de membres du Club des Agneaux de New York et d'autres visiteurs.

Linel Brough a présidé, ayant à ses côtés M. Joseph Choate, ambassadeur des Etats-Unis en Angleterre, et Dewolf Hopper, le comédien.

Parmi les trois cents convives se trouvaient David Belasco, Nat Goodwin et McKee Rankin.

Perte du steamer Portia.

Halifax, 11 juillet.—Le steamer Portia s'est échoué sur l'île Big Fish, à 15 milles à l'est de Halifax. Il s'est rempli d'eau et a sombré, durant la nuit dernière. Le rapport est arrivé de l'île Sambro. Les passagers et l'équipage ont pu se réfugier à terre. Un seul homme a péri.

Halifax, 11 juillet.—Le Portia avait un navire de 732 tonnes qui était quinze ans de service. L'endroit où il s'est échoué est très dangereux. On croit que l'on va essayer de sauver une partie de la cargaison et les bagages des passagers. Il paraît que ceux-ci ne se sont pas échappés, aussi facilement qu'on l'avait cru tout d'abord.

Le steamer lancé violemment contre les rochers, a reçu un choc dont s'est ressentie toute la coque. Un premier examen a prouvé au capitaine Farrell que le navire était brisé et qu'il s'empressait d'eau. Il ordonna immédiatement aux chaloupes de se tenir prêtes, ordre auquel on obéit instantanément.

Il y avait trente femmes sur le bateau; elles se jetèrent, en désordre, avec les autres passagers dans ces embarcations. La mer qui était grosse, venait encore ajouter aux dangers de la situation. Il y avait un Assyrien sur le navire. Il avait disparu, impossible de le retrouver. Il était malade alors, et s'était retiré dans un coin pour s'y coucher à l'aide.

Les naufragés prirent terre sur l'île Sambro à deux milles à peine de l'endroit où se tenait le navire. Les habitants de l'île vinrent au secours des malheureux. Deux steamers partirent immédiatement pour aller chercher des provisions et raconter la nouvelle.

Au point de jour, les naufragés du Portia ont été mis à bord de deux steamers et transportés ici. Un certain nombre d'entr'eux ont perdu leur argent et leurs bijoux.

La question du Transvaal à la Chambre des Communes.

Londres, 11 juillet.—Le secrétaire parlementaire de la guerre, M. Wyndham, répondant à une question qui lui était faite, à la Chambre des Communes, a dit que la communication publiée par le «Times», de Londres, le 5 juillet, laquelle donnait les noms des officiers anglais expédiés dans le sud de l'Afrique, avait été envoyée après en avoir averti le secrétaire de la guerre, le marquis de Landsdowne.

Le secrétaire des colonies, M. Chamberlain, au cours de la discussion a répondu à Sir Henry Campbell Bannerman, chef des libéraux à la Chambre des Communes, à propos des propositions faites par le président Kruger, a dit que, en l'absence de plus amples informations, il était impossible de prédire les effets pratiques du plan de franchise; mais ajoutant qu'il était possible d'en juger, ce plan n'aurait pas d'effet immédiat sur la représentation des Outlanders dans le Volkraad. Il n'était pas certain que les Outlanders pourraient conquérir les nouveaux sièges qui leur étaient alloués avant bien longtemps.

Le sel américain en Angleterre.

Londres, 11 juillet.—Le secrétaire de l'amirauté, W. Ellison McCartney, en réponse à une question qui lui était faite sur la destruction récente, à Deptford, de 3000 livres de sel qui ne pouvait plus être livré à la consommation, a dit que tout ce sel détruit ainsi venait d'Irlande.

Il a ajouté que tout le sel employé maintenant pour les salaisons destinées à la marine venait d'Amérique. C'était la meilleure source d'approvisionnement. Mais on s'assure, chaque année, à Deptford, 50,000 livres de boue.

La Junte Philippine à Londres.

Londres, 11 juillet.—Les membres de la Junte philippine de Londres ont été questionnés sur le bruit qui avait couru, à New York, qu'ils avaient écrit une lettre à l'ambassadeur Joseph Choate, et qu'ils en avaient reçu une réponse. Ils ont répondu qu'ils avaient reçu, à Londres et à Paris, des invitations aux réceptions qui avaient eu lieu, à l'occasion du 4 juillet. Un membre de la Junte a alors écrit à M. Choate, mais il n'a pas reçu de réponse. Il a ajouté qu'aucun membre de la Junte, qu'aucun Philippin n'avait reçu la moindre communication.

A TERRE-NEUVE.

St Jean, Terre-Neuve, 11 juillet.—Le budget colonial déposé aujourd'hui à l'assemblée accuse un déficit de \$33,000 pour la dernière année fiscale, mais comme on compte sur un surplus de \$30,000 cette année, la situation financière est considérée favorable.

De grands préparatifs sont faits pour la réception, la semaine prochaine, de l'escadre anglaise commandée par le contre-amiral Frederick George Bedford.

Sa venue, cette année, avec une flotte puissante, est considérée comme une nouvelle preuve de l'intention de M. Chamberlain de démontrer aux Français qu'ils ne constituent plus une puissance dans les eaux de Terre-Neuve.

Envoi d'artillerie anglaise au Cap.

Londres, 11 juillet.—La soixante-troisième batterie d'artillerie a reçu l'ordre de se préparer à partir pour le sud de l'Afrique. C'est la cinquantième batterie de campagne ayant reçu l'ordre de se rendre au Cap. Tous les affûts des canons de ces batteries sont peints de façon à s'appareiller avec les couleurs locales. Trente canons mécaniques ont été expédiés aujourd'hui.

Mort du Cardinal Merlet.

Rome, Italie, 11 juillet.—Le cardinal Teodolfo Merlet, vicaire-chaucier de la Sainte Eglise Romaine, qui avait été élevé au cardinalat en 1858, est mort aujourd'hui à l'âge de 93 ans.

Rapports exagérés.

Paris, France, 11 juillet.—On croit à Paris que les rapports de la police au sujet de complots royalistes sont exagérés.

Le comte Boni de Castellane, M. Paul Deroulède et Jules Guérin, députés, démentent les déclarations de la police à leur égard. On ne sait rien à Paris au sujet d'un duel projeté entre le comte Boni de Castellane et le prince de Monaco.

La résidence de ce dernier à Paris est fermée et tous les meubles en ont été emportés.

Acquittement du frère Flamandien.

Paris, 11 juillet.—Le frère Flamandien, des Ecoles Chrétiennes, accusé du meurtre d'un enfant à l'institution de cette congrégation à Lille, a été acquitté.

L'Exposition Universelle de 1900 à Paris.

Il existe depuis longtemps en France une législation spéciale et éminemment protectrice en faveur des diverses manifestations de la propriété industrielle admises dans les expositions publiques organisées dans ce pays.

Les lois temporaires des 2 mai 1855 et 3 avril 1867, faites à l'occasion des expositions universelles de Paris de 1855 et de 1867, contenaient, à cet égard, des dispositions qui ont été reprises et complétées dans la loi permanente du 23 mai 1868 dont le texte est ci-joint.

En adhérent à l'article 11 de la convention du 23 mars 1883 pour la protection internationale de la propriété industrielle le gouvernement français s'est, d'ailleurs, engagé diplomatiquement à prendre des mesures de cette nature chaque fois qu'une exposition internationale officielle ou officiellement reconnue sera organisée sur son territoire.

Depuis cette époque, l'administration française s'est constamment attachée à procurer une protection plus complète et plus efficace aux diverses manifestations de la propriété industrielle admises dans les expositions publiques. Elle a, dans ce but, promulgué, le 30 octobre 1888, une loi spéciale relative aux produits admis à l'exposition de 1889 et elle compte déposer prochainement au Parlement un projet de loi encore plus détaillé et plus explicite, à l'occasion de l'Exposition de 1900.

Cette loi sera à la fois très libérale et très protectrice. Elle suscitait, notamment, en faveur des objets figurant à l'Exposition, diverses causes de déchéance du droit de propriété industrielle qui les atteindraient, en temps ordinaire, par exemple la déchéance pour cause de non exploitation en France.

Loi du 23 mai 1868.

Article 1^{er}.—Tout Français ou étranger, auteur soit d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée aux termes de la loi du 5 juillet 1844, soit d'un dessin de fabrique qui doit être déposé conformément à la loi du 18 mars 1806, ou ses ayants droit, peuvent, s'ils sont admis dans une exposition publique autorisée par l'administration, se faire délivrer par le Préfet ou le Sous-Préfet, dans le Département ou l'Arrondissement duquel cette exposition est ouverte, un certificat descriptif de l'objet déposé.

Article 2.—Ce certificat assure à celui qui l'obtient les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention ou un dépôt légal de dessin de fabrique, à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre ou du dépôt qu'il peut opérer avant l'expiration de ce terme.

Article 3.—La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition. Elle est adressée à la préfecture ou à la sous-préfecture et accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir, et s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin du dit objet.

Les demandes ainsi que les décisions prises par le Préfet ou le Sous-Préfet sont inscrites sur un registre spécial qui est ultérieurement transmis au ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics et communiqué, sans frais, à toute réquisition. La délivrance du certificat est gratuite.

D. MERCIER'S SONS
Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales.
Vêtements confectionnés, Chapeaux et Articles de toilette pour messieurs et enfants.
Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.
Coin des rues Dauphine et Beauville, à deux îlots de la rue du Canal, 2^e District.
109-111-113-115, rue St. Louis.

C. LAZARD & CO., L'rd.
LES ANCIENS ET POPULAIRES MARCHANDS DE
VETEMENTS CONFECTIONNES,
d'Articles de toilette et de Chapeaux
Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.
Coin des rues Canal et North Peters.
109-111-113-115, rue St. Louis.

L'ABELLE
DE LA
NOUVELLE-ORLEANS,
JOURNAL QUOTIDIEN FRANÇAIS,
Politique, Littéraire,
Artistique et Scientifique.
FONDEE LE 1^{ER} SEPTEMBRE 1827.
Trois Editions distinctes:
EDITION QUOTIDIENNE.
EDITION HERBOTAIRE.
EDITION SPECIALE DU DIMANCHE.
DERNIERES NOUVELLES LOCALES
ET—
ETRANGERES.
DE LA—
PRESSE ASSOCIEE
ET—
Dépêches Spéciales.
SEUL JOURNAL FRANÇAIS QUOTIDIEN, AU SUD,
FONDE LE 1^{ER} SEPTEMBRE 1827.

STAUFFER, ESHLEMAN & CO.
111 et 113 rue du Canal, NOUVELLE-ORLEANS.
—AGENTS DES—
"BUCKS" STOVES AND RANGES,
"OUR LEADER" STOVES AND RANGES.
Stoves Délivrés, Installés et Réparés.
107-109-111-113, rue St. Louis.

Contre la CONSTIPATION
de son caractère...
POMMETS, PASTILLES, ANTI-CONSTIPANT
Ces médicaments sont vendus par toutes les Pharmacies.
Les commandes doivent être adressées à M. J. B. ROBERT, 111-113, rue St. Louis, N. O.
N. B. Les commandes doivent être adressées à M. J. B. ROBERT, 111-113, rue St. Louis, N. O.